Troisièmement, le gouvernement a-t-il l'intention d'être le seul arbitre des faits auxquels le public, le Parlement et la presse peuvent se fier, ou demandera-t-il à la Chambre d'adopter des mesures législatives en ce sens?

Le leader du gouvernement à la Chambre répondra-t-il à la première question que j'ai posée: le gouvernement affirme-t-il catégoriquement qu'on peut interdire à un fonctionnaire de comparaître devant un comité parlementaire selon les caprices et à la discrétion d'un ministre du Cabinet ou du premier ministre?

Le vice-président: Avant de donner la parole au président du Conseil privé, j'aimerais signaler aux membres du comité qu'en vertu des règles que nous avons adoptées pour le présent comité, le ministre et un porte-parole de l'opposition doivent donner résumé de la question. J'aimerais demander au comité s'il désire déroger à cette partie des règles ou la respecter?

M. Sharp: Monsieur le président, au sujet de la question que vous venez de poser, permettez-moi de dire que, comme le premier ministre a fait une déclaration à l'ouverture du débat, ce qui n'était pas prévu lorsque nous avons interrogé le ministre des Transports, je ne demanderai certainement pas le droit de résumer la question à la fin du débat, mais je souhaite répondre aux questions qui m'ont été posées.

M. Baldwin: Je partage l'avis du président du Conseil privé mais pour une autre raison. La journée où nous avons étudié les crédits des transports, la Chambre avait adopté un ordre provisoire concernant la durée des discours fixée à 15 minutes chacun. Il avait été aussi question du droit de récapituler. Aujourd'hui mon ami, le député de Rocky Mountain, en abordant cette étude a passé sous silence le droit de récapituler. Cela n'était pas prévu, et cela ne fait pas partie des accords qui ont été conclus, je pense que le président du Conseil privé le confirmera.

● (2120)

Le vice-président: Ce sont les règles qui avaient été adoptées pour les précédentes délibérations. La Chambre est-elle d'accord pour supprimer cette partie des règles en question?

Des voix: D'accord.

M. Sharp: Monsieur le président, je vais essayer de répondre rapidement à quelques-unes des questions du leader de l'opposition officielle à la Chambre. J'aimerais tout d'abord dire un mot sur le discours qu'a prononcé le premier ministre au début de notre débat. En l'écoutant, je me suis rendu compte qu'il avait enfin l'occasion d'aborder des problèmes qui avaient été si fréquemment soulevés à la Chambre par les députés de Leeds et de Rocky Mountain, et auxquels le premier ministre n'avait jamais pu répondre.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

M. Sharp: Je pense qu'il a utilisé son temps à fort bon escient, et si les députés d'en face ne sont pas contents, je leur dirai que, s'ils s'intéressent vraiment à la fonction du premier ministre et non à des broutilles comme les chan-

Les subsides

deliers et les cendriers, ils n'ont qu'à ne pas poser toutes ces fichues questions là-dessus.

Des voix: Oh, oh!

M. Baldwin: Qui a commencé?

M. Stanfield: Vous êtes complètement discrédité.

Une voix: Ce discours était en contradiction flagrante avec notre accord, et vous le savez parfaitement.

M. Sharp: Lorsque l'opposition s'attarde à des futilités, je pense qu'il est bon qu'elle se rende compte de tout le temps qu'elle gaspille et de tout le temps que le premier ministre a été obligé de gaspiller aujourd'hui pour répondre à ces questions idiotes.

Des voix: Bravo!

M. Baker (Grenville-Carleton): Si vous le prenez sur ce ton, vous êtes fini.

M. Stanfield: Vous êtes fichu.

M. Baker (Grenville-Carleton): Terminés les petits jeux.

M. Clark: Ce que vous venez de dire a-t-il seulement un sens?

Des voix: Oh, oh!

M. Sharp: La question des fonctionnaires est importante et elle mérite certainement un peu d'attention de notre part. Il y a différentes manières de l'envisager. Nous, les ministériels, estimons que les ministres ont la responsabilité de la politique en général et de l'administration de la chose publique. C'est pourquoi, si nous demandons à des fonctionnaires de comparaître devant les comités pour y être interrogés, la question se pose de savoir qui est responsable. Est-ce le fonctionnaire, est-ce le ministre? Nous estimons—c'est une opinion que l'on nous a certainement amenés à prendre—que, lorsque des fonctionnaires font ou ne font pas certaines choses, c'est le ministre qui est tenu pour responsable, non les fonctionnaires. Il est possible de distinguer ces questions, mais, si des fonctionnaires peuvent comparaître devant la Chambre pour y être interrogés, il nous faut naturellement relever le ministre de la responsabilité de leurs actes.

M. Baker (Grenville-Carleton): Foutaise!

M. Sharp: Les députés de l'opposition doivent se décider. Veulent-ils que les ministres soient responsables de l'administration et de la politique, ou bien veulent-ils nous décharger d'une partie de la responsabilité administrative? C'est la question qui agite actuellement le Royaume-Uni.

M. Baldwin: Charles I^{er} y a perdu sa tête.

M. Muir: Vous allez perdre la vôtre, Mitch.

Une voix: Au Sénat, Mitch!

M. Sharp: Le leader à la Chambre de l'opposition officielle a soulevé une question distincte, celle de la citation de fonctionnaires. Au cours de mon expérience passée, je n'ai jamais vu un comité citer un fonctionnaire à comparaître devant lui; si un ministre s'y opposait et que le comité exige alors sa présence, il se poserait peut-être des questions que je ne vois guère comment régler.